

Canadian NATO  
Parliamentary Association



Association parlementaire  
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant sa participation au Forum parlementaire  
transatlantique**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN  
(AP OTAN)**

**Washington, D.C., États-Unis  
Les 6 et 7 décembre 2010**

# Rapport

## INTRODUCTION

L'Association parlementaire (AP) de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) parraine le Forum transatlantique annuel qui se tient habituellement au début de décembre, à Washington, D.C., à la National Defence University (NDU) des États-Unis. L'événement est accueilli par l'Institute for National Strategic Studies (INSS) de la NDU ainsi que par l'Atlantic Council of the US<sup>1</sup>. Le Forum parlementaire transatlantique offre aux parlementaires de l'OTAN la possibilité de discuter des questions de la politique de sécurité nationale américaine ayant une incidence sur les affaires de l'Alliance, avec de hauts dirigeants du gouvernement des États-Unis.

Encore une fois cette année, les 6 et 7 décembre 2010, une délégation canadienne a participé au forum. Cette année, elle était dirigée par le député Blaine Calkins et formée des personnes suivantes : les députés Claude Bachand, LeVar Payne, Mario Silva et Peter Stoffer. La délégation est intervenue à de nombreuses reprises lors de chacune des sessions du forum.

## LE PROGRAMME

Le programme de deux jours du Forum couvrait un éventail de questions. Le premier jour, la première session a consisté en un survol de la relation entre les États-Unis et l'Europe et le plan d'action mondial américain. Un haut fonctionnaire du Département d'État des États-Unis a fait savoir que l'OTAN joue un rôle clé dans la politique de sécurité nationale américaine, et plus particulièrement, dans les efforts visant à « relancer » les relations avec la Russie. Néanmoins, certains participants européens se demandaient si la recrudescence des activités américaines dans le Pacifique entraînerait une baisse d'intérêt des Américains pour l'Europe. Le fonctionnaire du Département d'État a déclaré que les intérêts américains dans le Pacifique ne seraient pas poursuivis au détriment des bonnes relations avec l'Europe<sup>2</sup>.

Au cours de la deuxième session, une évaluation réalisée par les Américains du Sommet de l'OTAN à Lisbonne a été livrée par un haut responsable du Département de la défense<sup>3</sup>. Ce dernier a renforcé la notion que l'OTAN est un des piliers centraux de la politique de sécurité nationale américaine et il a mentionné que le nouveau concept stratégique adopté par l'OTAN à Lisbonne avait fourni à l'Alliance une feuille de route réalisable et pratique pour l'avenir. Il a ajouté qu'à son avis, l'engagement renouvelé de

---

<sup>1</sup> Consulter le site Web du Forum parlementaire transatlantique de l'AP OTAN à <http://natopa.ibicenter.net/default.asp>? Consulter le site Web de la NDU à <http://nduweb03.ndu.edu/index1.cfm>. Consulter le site Web de l'Atlantic Council of the US à <http://www.acus.org/>

<sup>2</sup> Voir la Stratégie nationale de sécurité des États-Unis à [http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/rss\\_viewer/national\\_security\\_strategy.pdf](http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/rss_viewer/national_security_strategy.pdf).

<sup>3</sup> Consulter les renseignements sur le Sommet de l'OTAN à Lisbonne à [http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics\\_67814.htm](http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_67814.htm).

l'OTAN à l'égard de la Russie et l'entente relative à la transition en Afghanistan constituaient d'importants progrès.

Un ancien secrétaire-général adjoint de l'OTAN pour l'investissement de défense a réprimandé les membres de l'OTAN pour avoir réduit leurs budgets de défense à un moment où, selon lui, il fallait plutôt augmenter les dépenses. Sa description de l'OTAN comme une alliance militaire a suscité des critiques chez ceux qui voient l'Organisation davantage comme une alliance politique nécessaire pour établir un meilleur équilibre entre les puissances « coercitives » et les puissances « douces ». De nombreux parlementaires ont reconnu la présence, dans certains pays, de la « lassitude des contribuables » en ce qui concerne les dépenses militaires, plus particulièrement à la lumière des déficits budgétaires croissants, de l'augmentation des coûts et des frustrations à l'égard de la création d'une nation en Afghanistan qui s'étire en longueur.

La troisième session portait sur la participation américaine au programme international de contrôle des armes. Une secrétaire d'État adjointe du Département d'État américain a décrit la vision à long terme du président Obama d'un monde débarrassé des armes nucléaires. Pour le moment, toutefois, les forces nucléaires stratégiques russes sont toujours en activité, et les États-Unis doivent par conséquent demeurer sur un pied d'alerte et prêts à réagir. Dans un esprit de coopération, les États-Unis et la Russie ont signé en avril 2010 un nouveau Traité sur la réduction des armements stratégiques (START) dont la ratification, selon la conférencière, était une priorité pour la dernière session du 111<sup>e</sup> Congrès<sup>4</sup>. Depuis l'expiration de l'ancien Traité, en décembre 2009, aucun inspecteur américain des armes stratégiques ne s'est rendu en Russie, et aucun inspecteur russe des armes stratégiques n'est venu aux États-Unis, ce qui revient à laisser les deux plus grandes puissances nucléaires mondiales sans cadre de coopération, une situation que la responsable a clairement qualifiée de tout à fait indésirable pour le monde.

Un envoyé spécial américain travaille à la signature d'un nouveau Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) avec la Russie. Les États-Unis espèrent en effet qu'une nouvelle entente sur les FCE sera fondée sur les principes de la transparence maximale; la réaffirmation du consentement du pays hôte au déploiement de forces étrangères sur son territoire et l'établissement d'une limite ou d'un régime de contrainte quelconque.

La quatrième session a porté principalement sur l'Afghanistan. Un officier général de l'armée américaine a expliqué que, maintenant que la poussée des militaires américains atteint son sommet, l'élan stratégique et tactique a été renversé contre les Talibans, plus particulièrement dans les provinces de Helmand, Kandahar et Kaboul ainsi que dans les provinces de l'est. Il a toutefois servi l'avertissement que l'on ne pouvait confirmer aucun degré de réussite tant que l'on n'aurait pas constaté les résultats de la campagne militaire de 2011 qui débute ce printemps. La récolte du pavot

---

<sup>4</sup> Les États-Unis ont ratifié le nouveau START en décembre 2010. Voir le site Web du Département d'État des États-Unis au sujet du nouveau Traité à <http://www.state.gov/t/avc/newstart/index.htm>. Voir aussi « Le contrôle des armes de destruction massive », sur le site Web du Ministère des affaires étrangères et du commerce international du Canada à <http://www.international.gc.ca/arms-armes/control-controle/index.aspx?lang=fra> .

s'effectue en mai, aussi, les affrontements les plus violents, s'ils se produisent, sont prévus pour le mois de juin<sup>5</sup>.

La stratégie militaire américaine a abandonné la notion d'une « stratégie de retrait » pour une « stratégie de transition » susceptible d'être mise en œuvre en juin 2011, si les circonstances le permettent.

Un haut responsable du Département d'État a décrit les défis que doivent affronter les Américains au chapitre de l'intégration des civils et des militaires réunis dans le cadre de missions en Afghanistan. Il a défini leurs priorités comme étant l'éducation, les services de santé et la gouvernance. Pour ce qui est de la gouvernance, les États-Unis s'emploient à « certifier » certains ministères afghans avant de leur acheminer l'aide financière américaine destinée au développement. La responsabilité demeure un enjeu important dans la lutte contre la corruption endémique qui sévit au sein du gouvernement afghan.

Finalement, un autre responsable américain a souligné l'existence et le rôle d'une force opérationnelle destinée à éliminer la corruption en Afghanistan. Il en a profité pour affirmer que la superficie de culture globale du pavot était notablement plus réduite en Afghanistan.

La dernière et cinquième session de la première journée portait sur la question des relations qu'entretiennent les États-Unis avec Israël, le monde arabe et l'Iran<sup>6</sup>.

Un représentant du Conseil de sécurité nationale des États-Unis a expliqué que les Américains avaient adopté une démarche en trois temps à l'égard de la paix au Moyen-Orient. Premièrement, les efforts relatifs au conflit israélo-palestinien portent sur quatre questions fondamentales : le territoire, la sécurité, les réfugiés et le statut de Jérusalem. Les États-Unis sont en faveur d'une solution à deux États qui prévoit notamment la sécurité d'Israël. Deuxièmement, il faut régler les tensions entre Israël et la Syrie. Et troisièmement, il faut aider l'Autorité palestinienne à créer des institutions nationales à partir de la base. De plus, les Américains ont fourni un soutien appréciable à la formation d'une force de sécurité palestinienne en Cisjordanie.

Un autre responsable du Conseil de sécurité nationale a décrit la stratégie américaine à l'égard de l'Iran, laquelle repose sur la notion que l'exercice des droits de l'Iran doit passer par la reconnaissance par les Iraniens de leurs responsabilités. À cet égard, la stratégie américaine est en deux volets. Premièrement, on offre des mesures d'encouragement en cas de comportement acceptable, ou des pénalités en cas de comportement inacceptable. Du point de vue des États-Unis, mis à part le fait que la situation est volatile au Moyen-Orient dans le meilleur des cas, les autres pays arabes de la région ne souhaitent pas voir l'Iran posséder des armes nucléaires. Des pourparlers avec l'Iran ont été menés dans le cadre des « 5+1 » – soit les cinq

---

<sup>5</sup> On trouvera des renseignements à jour sur la mission militaire canadienne en Afghanistan à l'adresse suivante <http://www.comfec-cefcom.forces.gc.ca/pa-ap/ops/jtfafg-foiafg/index-fra.asp>

<sup>6</sup> Consulter le site Web du Bureau of Near Eastern Affairs de l'US Department of State à <http://www.state.gov/p/nea/index.htm>.

membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) plus l'Allemagne – sans avoir encore débouché sur des résultats significatifs ou positifs<sup>7</sup>.

Le deuxième jour, le 7 décembre 2010, on a commencé avec la session 6 qui était consacrée à un survol des relations entre les États-Unis et la Russie.

Il semble que les Américains soient quelque peu frustrés de constater le recul des libertés individuelles dans la Fédération de Russie. Ils sont aussi déçus de voir que les troupes russes n'ont pas quitté le territoire géorgien.

Sur une note plus positive, un éminent spécialiste des affaires russes de l'Université de Georgetown a mis en lumière le fait que la Russie s'est engagée dans la réforme militaire la plus significative depuis 1860. Elle passe en effet du modèle d'armée constituée d'un corps de chars d'assaut à un modèle doté d'une force expéditionnaire. Selon ce spécialiste, la Russie consacre actuellement près de 4 p. 100 de son produit intérieur brut (PIB) à la défense, un montant qui demeure vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole. La Russie espère aussi rejoindre les rangs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et si elle y parvient, elle pourrait enregistrer un bond de 3 p. 100 de son PIB, toujours selon le même expert. Ce dernier a jouté que la Russie occupe aujourd'hui le 10<sup>e</sup> rang pour l'économie dans le monde, mais qu'elle arrive seulement en 36<sup>e</sup> position pour ce qui est des partenaires commerciaux les plus importants des États-Unis<sup>8</sup>.

Toutefois, il a également fait valoir qu'en dépit de ces nouvelles encourageantes, la Russie souffre toujours d'une corruption endémique. On s'attend aussi à des « problèmes » dans la foulée des élections à la présidence prévues pour 2012. Des observateurs spécialisés ignorent toujours si Vladimir Poutine présentera à nouveau sa candidature à la présidence, et s'il a l'intention de raffermir encore davantage son emprise sur le pouvoir. Si cela devait se produire, l'engagement global américain à l'égard de la Russie pourrait devenir plus problématique.

Les dépenses des États-Unis en matière de défense ont été au cœur de la session 7. La discussion s'est amorcée avec l'expression de certaines préoccupations comme quoi les États-Unis devaient mettre de l'ordre dans leurs finances afin de pouvoir maintenir leurs engagements actuels à l'échelle internationale. L'un des conférenciers a décrit le défi qui se pose à eux en paraphrasant Winston Churchill qui aurait déclaré à son cabinet de guerre : « Nous n'avons plus d'argent, aussi maintenant, il va falloir réfléchir. »

Apparemment, le budget de la défense américain représente environ 20 p. 100 du budget fédéral total, mais il est constitué pratiquement à 50 p. 100 de dépenses discrétionnaires. On constate un effort permanent visant à réduire le montant de base du budget consacré à la défense d'environ 100 milliards de dollars, un chiffre qui exigera des réductions significatives, telles que celles qui sont anticipées dans l'arsenal de missiles nucléaires américain, négociées récemment avec la Russie. La réduction

---

<sup>7</sup> Voir "No real breakthrough as 5+1 talks on Iran end," *Deutsche Welle*, <http://www.dw-world.de/dw/article/0,,6291682,00.html>.

<sup>8</sup> Voir les renseignements publiés par le Département d'État américain sur les relations avec la Russie à <http://www.state.gov/p/eur/ci/rs/>. Voir les renseignements publiés par le gouvernement du Canada sur les relations avec la Russie à <http://canadainternational.gc.ca/russia-russie/index.aspx?lang=fra>.

de l'effectif militaire pourrait être radicale et on anticipe le départ d'environ 100 000 personnes, y compris le rapatriement de près de 50 000 militaires actuellement stationnés en Europe et en Asie. De plus, deux zones particulièrement sensibles sont ciblées par les baisses de financement – les prestations salariales et de soins de santé.

Un haut fonctionnaire du Département de la défense a décrit une méthode plus traditionnelle de compression budgétaire; il s'agit d'établir le financement en fonction des besoins mentionnés dans la stratégie de sécurité nationale globale, laquelle définit les intérêts des États-Unis à l'échelle mondiale, et ensuite, les engagements correspondants, qui sont hiérarchisés. Les États-Unis continueront de mettre sur pied des forces adaptables pour la marine, l'armée de terre, la force aérienne et les forces destinés à la guerre électronique susceptibles d'être déployées à l'étranger. Selon ce fonctionnaire, aucune de ces capacités ne peut être retranchée ou mise de côté, mais en revanche, il est possible d'attribuer des priorités. Aujourd'hui, ces priorités générales sont : 1) prédominer dans les conflits actuels; 2) empêcher des crises futures; 3) préparer la force; 4) préserver la force. Les principaux facteurs habilitants tels que le renseignement, la logistique, les communications et la recherche ne cesseront jamais d'être importants.

Un ancien haut fonctionnaire du Département de la défense a présenté un intéressant point de vue sur le statut des forces armées américaines constituées entièrement de volontaires, les qualifiant d'effectif en temps de paix. Selon lui, une force professionnelle constituée de volontaire est une « bonne chose », mais elle ne peut fonctionner que dans la mesure où les ressources et les capacités le permettent. En dernier ressort, toutefois, les États-Unis doivent être en mesure de mobiliser une puissance nationale si la situation l'exige vraiment. En même temps, il reconnaissait que les États-Unis ne peuvent plus continuer d'agir de manière unilatérale dans les affaires internationales. De fait, il a expliqué que les États-Unis sont en train de se transformer de super puissance à super partenaire.

La dernière session, la session 8, se présentait sous la forme d'une table ronde à laquelle participaient d'éminents journalistes américains dont les commentaires portaient principalement sur les récentes élections de mi-mandat au Congrès et sur le succès relatif du parti républicain. On a échangé quelques conjectures au sujet du soi-disant « Tea Party » et on s'est demandé s'il allait tenir sa promesse d'agir comme un catalyseur de changement à Washington. Tous se sont entendus pour dire que l'on avait déjà commencé à élaborer les déclarations politiques partisanes en prévision de la campagne présidentielle de 2012.

## **RÉSUMÉ**

Les États-Unis ont l'intention de conserver leur influence à l'échelle internationale en opérant un rétablissement par rapport au ralentissement économique mondial, en adaptant continuellement leurs forces armées de manière à répondre aux exigences contemporaines de l'environnement de sécurité en évolution, et en suscitant l'engagement d'un groupe plus important de partenaires dans diverses régions du globe. L'OTAN demeure la pierre angulaire de la politique internationale américaine et un élément clé des tentatives consenties par les États-Unis pour redémarrer leurs relations avec la Russie.

Les valeurs et les intérêts canadiens sont directement et indirectement affectés par la politique américaine à l'échelle mondiale. Il est donc très avantageux pour le Canada de s'assurer que des parlementaires avertis assistent au Forum parlementaire transatlantique de l'OTAN chaque année, en vue d'engager la discussion avec des décideurs américains sur des questions importantes et de présenter le point de vue des Canadiens lors de ces discussions.

Respectueusement soumis,

L'honorable sénateur Joseph A. Day  
Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)
<b>ACTIVITÉ</b>	Forum parlementaire transatlantique
<b>DESTINATION</b>	Washington D.C., États-Unis
<b>DATES</b>	Les 6 et 7 décembre 2010
<b>DÉLÉGATION</b>	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Blaine Calkins, député, M. Claude Bachand, député, M. LeVar Payne, député, M. Mario Silva, député et M. Peter Stoffer, député
PERSONNEL	M. James Latimer et M. James Cox
<b>TRANSPORT</b>	16 091,19 \$
<b>LOGEMENT</b>	2 937,76 \$
<b>HOSPITALITÉ</b>	0,00 \$
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	1 552,84 \$
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	0,00 \$
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	900,03 \$
<b>TOTAL</b>	21 481,82 \$